Financement des ventes et crédit à la consommation

18.1.2

Financement des ventes. Le secteur du commerce de détail est assorti d'institutions financières qui facilitent les achats à tempérament du consommateur, en particulier dans le cas des biens durables très coûteux comme les automobiles et les appareils ménagers. Statistique Canada établit depuis nombre d'années des statistiques à part sur le financement à tempérament de la vente au détail effectué par les entreprises de financement des ventes, notamment dans le secteur de l'automobile. Parmi les entreprises visées par ces statistiques figurent les sociétés indépendantes de financement des ventes, les succursales de financement des ventes des entreprises de fabrication d'automobiles, de camions et de machines agricoles, et les services de financement des ventes des sociétés de prêts à la consommation.

Ne sont pas prises en compte dans ces statistiques les données sur le financement des ventes à tempérament par les sociétés d'acceptation qui sont des succursales de grandes entreprises de détail, ou qui sont associées exclusivement à ces dernières. L'activité de financement des ventes de ces sociétés est considérée comme un prolongement de la fonction commerciale, et les statistiques à cet égard sont comprises dans les montants à recevoir déclarés par les grands magasins et autres établissements de vente au détail. A la fin de 1976, une douzaine environ de ces sociétés d'acceptation ont déclaré des montants à recevoir d'une valeur de \$1,353.6 millions pour des achats de biens de consommation par l'entremise des points de vente au détail qui leur sont associés.

A la fin de 1976, le secteur du financement des ventes, tel qu'il est défini ci-haut, détenait des créances actives d'une valeur de \$3,392 millions au titre du financement de l'achat à tempérament de biens de consommation (\$1,134 millions) et de biens commerciaux et industriels (\$2,258 millions) (tableau 18.12). Au cours de l'année, il avait accru ses achats de nouveaux effets de commerce de \$2,804 millions, soit \$1,074 millions pour les biens de consommation et \$1,730 millions pour les biens d'usage commercial et industriel.

Depuis 1970, la part des effets de commerce relatifs aux biens de consommation dans les portefeuilles des sociétés de financement des ventes s'est modifiée en faveur du financement des biens commerciaux et industriels. Les effets de commerce de cette dernière catégorie représentent maintenant 66.6% de tous les effets de commerce, alors qu'en 1970 ils en constituaient 49.5%. Le financement des ventes de voitures particulières tient encore une place importante dans l'activité des sociétés de financement des ventes. A la fin de 1976, ces sociétés détenaient des créances d'une valeur de \$1,326 millions pour cette catégorie d'effets de commerce (y compris les créances à l'égard des voitures particulières neuves achetées pour être utilisées à des fins commerciales), ce qui constituait 39.1% de leurs créances totales. Dans le tableau 18.12, ces véhicules commerciaux sont comptés comme véhicules utilitaires. Les banques à charte ont également accru leur participation au financement des voitures particulières au cours des années et détiennent actuellement des créances de \$4,401 millions.

Crédit à la consommation. Le tableau 18.13 présente des estimations de la dette totale des consommateurs pour 1977 et certaines autres années. Ces estimations sont fondées sur les créances actives inscrites aux registres des institutions financières, des établissements de vente au détail, des services publics et d'autres organismes de crédit. Le crédit à la consommation accordé aux individus et aux familles à des fins non commerciales peut prendre la forme de prêts en espèces ou consister dans la fourniture de biens et services à crédit ou sur présentation de cartes de crédit, et le remboursement s'effectue généralement par versements périodiques comprenant les intérêts et autres frais de financement. Les statistiques sur la dette des consommateurs ne prennent pas en compte les prêts bancaires entièrement garantis, les prêts pour l'amélioration de maisons ni les dettes à long terme comme les hypothèques sur le logement. On ne dispose pas de statistiques sur certaines autres formes de crédit à la consommation, par exemple les prêts interpersonnels, les honoraires dûs aux dentistes et à d'autres membres des professions libérales, à des clubs ou à d'autres établissements de services personnels. Une enquête menée en 1970 auprès des familles et des personnes seules a